

CRISE FINANCIÈRE

POUR UNE FINANCE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE RÉELLE ET DES CITOYENS

La CFDT exige de nouvelles règles

L'origine (une des origines ?) de la crise financière tient à l'absence de réglementation protectrice du consommateur dans la distribution de crédit, en particulier immobilier, aux Etats-Unis.

Le vecteur de diffusion de la crise tient à la mise en œuvre d'instruments financiers créés et mis sur les marchés sans contrôle a priori et d'une complexité telle qu'aucune transparence n'est possible pour les investisseurs même chevronnés.

L'absence d'intervention du régulateur dans la gestion des conflits d'intérêts des acteurs (agences de notation, mais aussi banques qui avaient intérêt à multiplier les opérations pour multiplier leurs commissions) porte aussi la responsabilité de la propagation de la crise au système financier tout entier.

➤ Une réglementation inadaptée

Les dérives de Freddy Mac et Fanny Mae, Lehman Brothers, Merrill Lynch, Washington Mutual... sont des événements inouïs. Elles démontrent que la réglementation américaine issue de la crise de 29 était inadaptée et obsolète, ce qui a fragilisé le système et précipité les banques dans la faillite.

Le développement sans contrôle d'innovations financières a donné lieu à des dérives spéculatives. La complexité des outils et l'absence de transparence ont achevé de rendre le système incontrôlable et dangereux.

Le défaut de régulation n'était pas seulement américain. En Europe, même si la banque de détail était particulièrement réglementée (Bâle II, IFRS...), la banque d'investissement,

comme dans les pays anglo-saxons, ne l'était quasiment pas. Le développement sans contrôle

d'innovations financières a donné lieu à des dérives spéculatives. La complexité des outils et l'absence de transparence ont achevé de rendre le système incontrôlable et dangereux.

➤ Une crise de la régulation

Plus que d'une crise du capitalisme, c'est donc bien d'une crise de la régulation du capitalisme dont il s'agit. L'économie de marché, comme le métier de banquier, ne sont pas à jeter avec l'eau du bain de la crise. L'économie de marché, pour peu qu'elle soit régulée, est l'organisation la plus efficace pour produire des biens et des services. La Banque est indispensable au financement de l'économie.

Pour la CFDT banques une régulation européenne et mondiale doit être mise en œuvre. La CFDT dit depuis longtemps que l'économie de marché doit être régulée et que la puissance publique doit intervenir pour assurer ce qui ne peut pas l'être par le simple jeu du marché : l'ordre public bien sûr mais aussi la santé, l'éducation, la justice sociale...

Ainsi, pour la CFDT Banques, si une nationalisation des établissements financiers peut être envisagée comme réponse temporaire à une crise systémique, elle ne répond pas à elle seule aux enjeux de financement durable de l'économie.

La CFDT entend participer à la réflexion sur la régulation pertinente à mettre en place pour l'avenir.

➤ Qui doit réguler ?

Comme ceux de Tchernobyl, les nuages toxiques de la crise financière ne connaissent pas les frontières. A un problème global, il ne peut y avoir de réponse que globale. C'est donc en premier lieu l'Europe qui doit intervenir. Les décisions de l'Eurogroupe de la mi octobre vont dans le bon sens. Mais au-delà de la réaction



d'urgence nécessaire, l'Europe doit encore faire la preuve de sa capacité à mettre en œuvre et à porter au niveau international, des mesures de supervision du système financier mondial.

En effet, une régulation efficace ne peut être qu'internationale. Une supervision internationale doit être mise en œuvre, confiée à une institution existante ou à créer. Cette régulation ne doit pas être un ensemble de règles gravées dans le marbre, mais doit pouvoir évoluer et s'adapter aux évolutions : innovations technologiques, contexte économique, besoin des populations. Le système ne doit pas seulement être stabilisé mais démontrer son utilité sociale.

➤ Que propose la CFDT ?

L'union monétaire et financière en Europe doit aboutir à **une harmonisation des règles fiscales et sociales** pour éviter le dumping.

Les règles présidant à la **comptabilisation des actifs** dans les bilans (valeur de marché) ont contribué à l'aggravation de la crise. Ces normes introduites récemment en Europe devront être repensées. De nouvelles règles devront s'appliquer au niveau mondial.

Ces derniers temps on l'a oublié, mais **les innovations financières** sont souvent utiles au financement de l'économie : les produits dérivés couvrent de vrais risques encourus par les entreprises, la titrisation a permis de développer le crédit. C'est leur utilisation abusive et spéculative que la CFDT dénonce. Une attitude de veille et de contrôle de la supervision internationale doit permettre de prévenir les dérives.

La question se pose de savoir si **les ventes à découvert** ne devraient pas être interdites pour un certain nombre de produits. Ces ventes à découvert sont en effet un outil de spéculation qui accélère les bulles et les krachs.

Les agences de notation doivent avoir un double rôle d'évaluation des risques et d'explication du contenu des produits financiers. Pour ce faire, il doit être mis un terme à leur activité d'intervenant dans le montage de ces produits, activité qui les place dans un conflit d'intérêt : elles doivent choisir entre noter les établissements financiers et leurs produits et participer à l'élaboration des produits... qu'elles devront ensuite noter.

Enfin, il est urgent de régler la question **des paradis fiscaux**. Rien ne sert en effet de mettre en place des règles internationales si elles sont dévoyées par des Etats ne vivant que de la spéculation et de la dissimulation.

➤ La finance au service de l'économie

La finance doit redevenir un outil au service de l'économie réelle, au service d'une croissance durable et équitable.

La finance doit redevenir un outil au service de l'économie réelle, au service d'une croissance durable et équitable. La puissance publique doit y veiller

La puissance publique doit y veiller comme elle doit veiller au développement de l'emploi décent et à la justice sociale.

Les métiers de la finance ne sont ni nobles, comme l'ont peut être cru certains dans les salles de marché, ni ignobles, comme le disent d'autres aujourd'hui.

Ce sont des métiers dont l'utilité sociale n'a plus à être démontrée, pour peu qu'ils soient exercés avec éthique, comme le réclament les salariés des banques.

N'oublions pas d'ailleurs que le sens de la responsabilité et la compétence professionnelle des salariés du réseau sont aujourd'hui les garants de la solidité du système tout entier.

A RETOURNER À LA FÉDÉRATION BANQUES OU À VOTRE DÉLÉGUÉ CFDT

Bulletin d'adhésion

Nom : Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville :
Entreprise :

